

Interview télévisée accordée par Georges Pompidou (24 juin 1971)

Légende: Le 24 juin 1971, répondant aux questions des journalistes, le président français Georges Pompidou livre sa vision de l'Europe future et s'interroge sur les conséquences politiques d'une adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes.

Source: Union de l'Europe occidentale Assemblée-Commission des Affaires générales: L'année politique en Europe Rétrospective 1971. Novembre 1972. Paris: Union de l'Europe occidentale Assemblée-Commission des Affaires générales. "Interview télévisée accordée par M. Pompidou, Président de la République Française, à Paris (24 juin 1971)", p. 207-209.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL: http://www.cvce.eu/obj/interview_televisee_accordee_par_georges_pompidou_24_juin_1971-fr-341aa357-871d-4440-bc3f-a7290fc1c7a1.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

Interview télévisée accordée par M. Pompidou, Président de la République Française, à Paris

24 juin 1971

[...]

Question : La politique européenne figure au premier chef dans la colonne active de votre bilan... Cette Europe, vous avez dit un jour, ou d'autres l'ont dit, elle succédait à deux autres Europe qui sont successivement mortes ou qui ont disparu, qui sont évanouies : celle de la conquête de Napoléon ou d'Hitler, et celle des institutions, celle de Jean Monnet. Je pourrais presque ajouter une autre : une Europe s'étendant vers l'Est et qui, par l'effet des circonstances, ne peut plus figurer, maintenant, que comme un rêve ou un souvenir.

L'Europe d'aujourd'hui, celle que vous êtes en train de faire avec M. Edward Heath, nous voyons bien ce qu'elle ne sera pas, mais nous ne voyons pas ce qu'elle sera.

Quelle idée vous faites-vous de cette nouvelle Europe qui est en train de naître ?

Réponse : Je pensais que vous parleriez de l'Europe, alors j'ai fait venir une carte... Vous avez ici, en rouge, ce qu'on appelle l'Europe des Six, et vous voyez bien ce qu'est l'Europe occidentale. Ici, s'arrêtent pratiquement les frontières de l'influence soviétique. Voici donc cette Europe occidentale... voici le monde soviétique... voici l'Amérique du Nord.

Imaginez, je vous prie, ce que cette Europe est fragile, petite, petite presqu'île menacée, et pourtant, il y a là plus de 300 millions d'habitants, il y a là tous les pays qui, depuis cinq cents ans, ont fait l'histoire de l'humanité. Il y a là un réservoir de capacités qui est unique au monde, et il y a là une puissance économique qui est supérieure à celle de tout ce monde soviétique et qui n'est pas loin d'égaliser celle de l'Amérique du Nord.

Alors... de deux choses l'une : ou bien nous renonçons à être quelque chose face à ces immenses puissances, ou bien nous essayons de regrouper ces nations d'Europe occidentale et de mettre ensemble tout ce qu'elles recèlent de virtualités et de possibilités.

C'est l'effort que nous avons entrepris, et c'est l'effort que j'ai entrepris.

Quand je suis arrivé, l'Europe était dans l'impasse, en réalité. Nos partenaires de l'Europe des Six ne supportaient plus que l'Angleterre reste en dehors. L'Angleterre ne supportait plus cette Europe des Six, qui la faisait penser, en quelque sorte, à l'empire napoléonien et au blocus continental. Le Général de Gaulle d'ailleurs en avait conscience depuis longtemps. Déjà en 1958, il m'avait dit...

Question : 1958 ?

Réponse : 1958. Il m'avait dit : « Ce qui m'ennuie avec le Marché commun, c'est qu'il nous brouillera avec l'Angleterre. » Et, comme vous le savez, en 1968 ou 1969, dans les derniers mois de sa présidence, il a fait une tentative vers l'Angleterre qui a échoué à cause du gouvernement anglais de l'époque.

Alors, d'autre part, je constatais que nos partenaires ne voulaient plus avancer, qu'il n'y avait que très peu de chances, en particulier, de faire que le marché commun agricole fût reconduit et installé, si je puis dire, définitivement. Et c'est pourquoi, à la Conférence de La Haye, je leur ai mis le marché en main très clairement. Et j'ai obtenu, d'une part, que le marché agricole devînt définitif, en échange, d'autre part, de l'ouverture de la négociation avec la Grande-Bretagne.

A partir du moment où l'on ouvrait la négociation, comme je ne crois pas que la politique extérieure doive reposer sur le mensonge et l'hypocrisie, j'ai estimé que nous devions, dans cette négociation, être loyaux et,

par conséquent, ne pas chercher des pièges ou des moyens détournés de barrer la route à l'Angleterre, mais qu'il fallait au contraire poser franchement les questions. Et c'est ce qui s'est passé au moment évidemment le plus important, quand j'ai eu mes longs entretiens avec le Premier ministre britannique.

Alors, j'ai posé les questions de la façon la plus claire. Je lui ai dit d'abord : acceptez-vous ce qui est la base du marché commun agricole, c'est-à-dire la préférence communautaire, en vertu de laquelle on s'approvisionne, d'abord, à l'intérieur de la Communauté ? Et le Premier ministre britannique a confirmé de la façon la plus nette ce qui avait d'ailleurs été dit déjà publiquement par la représentation britannique à Bruxelles.

Deuxième question : sur le fonctionnement des institutions et sur la règle d'unanimité à laquelle, vous le savez, la France tient essentiellement, qui veut dire que lorsqu'un pays considère qu'une question capitale est en jeu, on n'a pas le droit de lui imposer la volonté de la majorité, il faut arriver à un accord unanime. Le gouvernement britannique a répondu oui, et l'a d'ailleurs confirmé publiquement.

Troisième question : monétaire. La livre a, à l'heure actuelle, un statut spécial, qu'on appelle de monnaie de réserve ; il serait trop compliqué de l'expliquer ici, mais cela veut dire qu'elle a des privilèges. Il est évident que, dans une Communauté, chacun doit être sur le même pied que les autres et que, par conséquent, la monnaie britannique doit être une monnaie comme les autres. J'ai obtenu du Premier britannique l'engagement que c'était bien là sa conception des choses et que, progressivement - car il n'est pas question de créer une crise monétaire dans la zone sterling - la livre deviendrait une monnaie comme les autres et participerait, par conséquent, à ce que nous cherchons à faire : la création d'une union monétaire européenne.

Quatrième question, qui était probablement la plus importante : j'ai demandé au Premier britannique ce qu'il pensait de l'Europe, c'est-à-dire si, vraiment, l'Angleterre était décidée à devenir européenne, si cette Angleterre, qui est une île, était décidée à s'amarrer au continent, si elle était prête, par conséquent, à se détacher du large vers lequel elle s'est toujours tournée, et je peux dire que les explications et les vues que m'a exprimées M. Heath sont conformes à la conception qu'a la France de l'avenir de l'Europe, et d'ailleurs conformes à ce que M. Heath a dit publiquement depuis vingt ans.

Bien entendu, ne nous faisons pas d'illusion, l'Europe à neuf ou à dix sera certainement plus difficile à manier qu'à six et nous aurons des crises... Nous en avons déjà eues, même à six...

Question : Elle sera surtout différente.

Réponse : ... Elle sera différente dans ses composantes, elle le sera, d'autre part, dans une évolution qui posera des problèmes avec l'Est, où nous devons affirmer l'étroitesse de nos rapports et de notre coopération - sans quoi, regardez la carte : nous sommes écrasés - avec les Etats-Unis, qui sont nos amis et alliés, mais - regardez la carte - qui ne sont pas européens. Tout cela supposera encore beaucoup d'efforts, d'autant plus qu'il y aura les traditions britanniques, les habitudes administratives, les habitudes de pensée, les engagements particuliers dans certains domaines, comme celui de la défense. Mais, si on veut, on doit pouvoir faire l'Europe.

La France aura un devoir, c'est d'être vigilante, elle le sera, croyez-moi. Elle a, de plus, l'avantage, de par sa situation géographique, d'être au centre et d'être, par conséquent, indispensable.

Mais, sous ces deux réserves, j'ai bon espoir. J'ai confiance dans l'Angleterre de M. Heath et je suis convaincu que, non pas avec lui mais avec tous les autres, y compris l'Allemagne - je dis l'Allemagne parce que la réconciliation franco-allemande a, tout de même, été un des faits essentiels de l'après-guerre et de la formation européenne - tous ensemble nous pouvons faire quelque chose de grand et nous pouvons rendre à l'Europe sa place dans le monde.

Il faut le croire et s'y préparer, les yeux ouverts.

[...]

Source : Présidence de la République